



Date de dépôt : 21 novembre 2025

Rapport

**de la commission des pétitions chargée d'étudier la pétition pour
la construction de la base associative de rafting – une urgence
absolue !**

Rapport de Jean-Marie Voumard (page 4)

Pétition (2249-A)

pour la construction de la base associative de rafting – une urgence absolue !

La création d'une BASE DE RAFTING ASSOCIATIVE est devenue d'une urgence absolue.

Voyez plutôt : Notre cours de FORMATION DE GUIDES PROFESSIONNELS DE RAFTS se déroule actuellement. Faute d'un local, chacun participe avec son propre mobil-home.

Le rafting va devenir une branche JEUNESSE + SPORT. Notre Fédération sera responsable de la formation... sans salle de cours.

En 2028, Genève accueillera les CHAMPIONNATS DU MONDE DE RAFTING... sans CENTRE D'ACCUEIL ?

La SWISS RAFTING FEDERATION dont le siège est à Genève depuis sa création en 2003, est l'entité gérant le RAFTING pour l'ensemble de la Suisse tandis que notre filiale, le GENEVE RAFTING CLUB se dévoue totalement à la population genevoise.

Notre petit chalet-vestiaire du 10 quai des Vernets, en place depuis 28 ans, n'a pas reçu l'autorisation d'être remis en place. Il est vrai qu'il faisait un peu tache par rapport aux constructions sportives grandioses dont Genève s'enorgueillit.

Nous demandons la construction, en dur, d'un petit bâtiment fonctionnel à ce même emplacement.

Au rez-de-chaussée, celui-ci servirait d'accueil à la population genevoise, de vestiaires, de stockage du matériel et des rafts sur leur remorque ainsi que d'un coin buvette pour le verre d'adieu.

A l'étage, nous aurions la salle de cours, la salle de réunion, le coin musculation et le bureau de la SWISS RAFTING FEDERATION.

Le lieu choisi au 10 quai des Vernets est le meilleur emplacement de tout Genève ! Une plage naturelle autorise un abordage facile coïncidant avec la fin des descentes de l'Arve ou les embarquements pour les descentes du Rhône. Un chemin en pente douce permet de transporter les rafts à pied pour rejoindre la route.

Par rapport à la voie verte actuellement en construction, l'emplacement choisi sur le terre-plein adjacent ne nuirait nullement à la libre circulation des

piétons et des cyclistes, seuls autorisés. Nos véhicules circuleraient uniquement sur ledit terre-plein.

La voie verte se veut écologique. Nous ne le sommes pas moins avec notre sport de pleine nature, silencieux, non polluant et ne laissant aucune trace de son passage.

Enfin, par rapport à la population genevoise, le lieu choisi permettrait à chacun de venir à pied ou par les transports publics tout proches.

Nous disposons d'un très important matériel que nous mettrons à la disposition de la population genevoise. En échange, nous attendons que le canton construise un local associatif décent et fonctionnel au service de cette même population.

Certains que vous aurez à cœur de combler ce manque flagrant, nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs les députés, membres de la commission des pétitions, avec nos remerciements, l'expression de notre plus haute considération.

N.B. 1 signature
Swiss Rafting Federation
M. Michel Weber
président
Case postale 73
1226 Thônex

Rapport de Jean-Marie Voumard

La commission des pétitions s'est réunie à trois reprises pour étudier cette pétition, sous la présidence de M. Sandro Pistis, soit les 8 septembre, 3 et 10 novembre 2025.

Pour ces travaux, elle était suivie par M^{me} Nadia Salama, secrétaire scientifique, et les procès-verbaux ont été tenus par M. Christophe Vuilleumier. Que ces personnes soient ici remerciées pour leur précieuse aide.

Audition de M. Michel Weber, président, et de M^{me} Hanna Weber, secrétaire de Swiss Rafting Federation et de Genève Rafting Club, pétitionnaires

M. Weber prend la parole et déclare que le projet qui a été envoyé à la commission est très clair, l'association formant des guides de raft professionnels. Il ajoute que les représentants de Jeunesse+Sport vont bientôt intégrer les activités de l'association, qui doit par ailleurs organiser un championnat du monde de rafting en 2028. Or il remarque que, sans local, ces différents projets ne sont pas possibles. Il rappelle que la demande porte sur la construction d'un local en dur à l'emplacement de l'ancien local de l'association qui était en bois.

M. Weber répète que l'association délivre la certification suisse, mais aussi internationale en rafting, en indiquant que la compétition se développe énormément ces derniers mois. Il ajoute que les championnats du monde juniors viennent de se dérouler en Slovénie et les seniors en Argentine.

Il remarque que l'association possède l'ensemble du matériel qui, en l'absence de local, dort dans les caves des membres. Il signale que l'emplacement où se trouvait le chalet de l'association est toujours disponible. Il évoque alors le projet de bâtiment qu'il décrit (garage à rafts, vestiaires, coin bistrot, salle de cours et bureau). Il rappelle qu'un local est nécessaire pour se changer. Il répète que, sans local, l'activité de rafting ne pourra pas être maintenue à Genève.

Un commissaire PLR rappelle que M. Weber avait déposé une première pétition il y a une année, laquelle portait sur les subventions Jeunesse+Sport. Et il remarque qu'il demande à présent la réalisation de ce bâtiment.

M. Weber acquiesce.

Ce même député demande quels sont les trajets des raftings pour le moment.

M. Weber répond qu'ils partent du quai des Vernets pour les descentes du Rhône, le même site servant pour l'arrivée de ceux qui descendent l'Arve.

Une députée Ve demande pourquoi l'association n'a pas eu les autorisations pour reconstruire ce bâtiment. Elle se demande également si l'association est toujours active.

M. Weber répond que la Fédération suisse de rafting est très active, notamment en termes de formation. En revanche, il mentionne que l'association est maintenant à l'arrêt depuis cinq ans. Il évoque encore le programme qui figure sur la dernière page du document et qui planifie les différentes activités de l'association.

Cette même députée remarque que, pour le moment, ces activités ne sont pas menées.

M. Weber acquiesce. Il ajoute que les raisons pour l'absence d'autorisation sont vagues. Il précise que la Ville a signalé qu'une buvette était projetée, et il déclare avoir proposé l'intégration de cette buvette dans le projet de base.

Un commissaire MCG rappelle qu'il y a une distance à l'eau à respecter de 25 mètres et que cette contrainte peut sans doute expliquer les difficultés pour obtenir une autorisation de construire.

M. Weber répond qu'il faudra une dérogation.

Ce même député signale que cette pétition a été soumise à la Ville de Genève, laquelle a classé cette dite pétition en 2024.

M. Weber acquiesce.

Une commissaire LC observe que Rafting Loisirs a deux bases à Genève et elle se demande si cela ne suffit pas.

M^{me} Weber répond que c'est une entreprise commerciale.

M. Weber répond qu'il est question ici d'une association sans but lucratif.

Cette même députée déclare avoir de la peine à comprendre pourquoi il faudrait construire un second bâtiment pour le rafting.

M. Weber répond qu'il n'y a rien pour le rafting associatif. Il ajoute qu'il n'y a d'ailleurs aucun bâtiment à la Pointe de la Jonction et à Veyrier.

Une députée LC demande combien il y a de membres dans l'association.

M. Weber répond qu'il y a des enseignants qui pourraient former des jeunes, lesquels ne sont pas encore inscrits.

Un commissaire S évoque la future base nautique de la Jonction et il se demande s'il ne serait pas préférable de tout centraliser à ce niveau en discutant avec la Ville de Genève.

M. Weber répond que c'est la base du Canoë Club de Genève qui se trouve sur la pointe de la Jonction et qui doit déménager à terme. Il ajoute que l'emplacement du quai des Vernets est préférable.

Ce même député demande si associer le canoë et le rafting serait possible.

M. Weber répond que ce sont des sports très proches, mais il mentionne que les équipements diffèrent. Il imagine que si le local est assez grand pour abriter les deux types de matériel, ce regroupement serait envisageable.

Un député S demande qui financerait le bâtiment pour le rafting.

M. Weber répond que c'est le canton qui financerait ces travaux, puisque des crédits sont à disposition pour des équipements de cette nature. Cela étant, en cas de problème, il mentionne que l'association pourrait se satisfaire de la superficie, puisqu'elle pourrait rechercher des fonds ailleurs.

Ce même député demande si le canton pourrait faire pression sur la Ville pour faire aboutir cette pétition.

M. Weber le pense, mentionnant qu'il s'agit d'une nécessité absolue puisque, cas échéant, une partie de la population sera lésée.

Un commissaire PLR déclare ne voir que très peu de signatures et il se demande si ce bâtiment sera exploité régulièrement.

M. Weber acquiesce et déclare que les guides qui animaient l'entité au préalable ont dû aller travailler ailleurs, mais il mentionne qu'ils sont prêts à revenir.

Un député UDC remarque qu'il a pris la responsabilité d'organiser les championnats du monde en 2028 et il se demande s'il a le soutien des autorités. Il demande si cette proposition a été validée par Genève.

M. Weber répond que c'est une proposition de la fédération internationale (World Rafting Federation) qui soutiendra l'association, laquelle devra fournir le bâtiment.

Ce commissaire demande ce qui se passera s'il n'y a pas de bâtiment.

M. Weber répond qu'il n'y aura pas de championnat.

Une députée Ve remarque qu'il existe une base au pont de Sierne et elle demande de quoi il s'agit.

M. Weber répond que c'est Rafting Loisirs qui est une entité commerciale et qui est active à ce niveau. Il ajoute que c'est lui qui s'en occupe. Il précise qu'il n'y a pas de base réelle, tout l'équipement étant sous un abri à l'extérieur.

Cette même députée observe que l'ancien chalet était en conflit avec le projet de voie verte, mais elle remarque qu'une autre base existe en définitive.

M. Weber répond qu'il n'est pas possible de travailler avec Rafting Loisirs, qui n'a pas de locaux, et il répète que l'association dont il s'agit s'adresse aux Genevois. Il répète que l'emplacement est disponible.

Un député UDC demande quand le rafting sera confirmé par Jeunesse+Sport.

M. Weber répond que les pourparlers se poursuivent. Il mentionne que lui et son épouse étaient guides Jeunesse+Sport dans les années 1990, mais il rappelle que ce sport a été considéré par la suite comme une activité à risques (classe 3) et est donc sorti des inventaires Jeunesse+Sport. Cela étant, il mentionne qu'il serait possible de descendre la difficulté en classe 1 ou 2 et donc réintégrer Jeunesse+Sport.

Le président répète que cette pétition est similaire à celle qui avait été envoyée à la Ville de Genève et qui avait été déposée. Il propose de renvoyer cette nouvelle pétition à la Ville de Genève.

Un commissaire PLR déclare que le projet de M. Weber ne respecte pas les contraintes d'aménagement et empiète sur des projets. Il pense qu'il serait judicieux d'entendre le DT, car il craint que renvoyer cette pétition à la Ville ne permette pas à la commission de se déterminer réellement.

Un député S rappelle qu'une première pétition avait été déposée et que les services de l'Etat étaient venus indiquer que cette association était en mort clinique. Il pense qu'il faut soit organiser une dernière audition du DCS ou du DT, soit déposer cette pétition.

Une députée Ve pense que la situation n'est pas claire et qu'il existe plusieurs entités avec toujours la même personne derrière.

Un commissaire PLR rappelle que la pétition précédente visait l'obtention de subventions alors que celle-ci demande clairement une construction, et il pense que c'est le DT qu'il faut entendre.

Audition de M. Guillaume Pierrehumbert, Directeur général de l'OCEau – DT

M. Pierrehumbert prend la parole et rappelle que le rôle de l'OCEau est double dans le cadre de cette pétition. Il mentionne en l'occurrence qu'un exercice de planification des usages des eaux est en cours sur le système Arve-Rhône ; une vision qui viendra nourrir le plan d'aménagement cantonal. Et il déclare que dans ce cadre, le rafting a bien entendu été considéré. Il ajoute que l'office fonctionne aussi sur la gestion du domaine public et applique les bases légales, notamment à l'égard des constructions. Il observe que le lieu en question se trouve en zone inconstructible, mais il déclare qu'une dérogation

est possible si le projet est en lien avec un usage public. Il rappelle toutefois que cette parcelle relève de la Ville de Genève, laquelle ne souhaite pas soutenir ce projet, puisque le rafting n'est pas reconnu par Jeunesse+Sport et qu'aucune subvention ne peut dès lors être octroyée. Il ajoute qu'en sus, la cabane envisagée entre en conflit avec le projet d'aménagement de la voie verte.

Une députée LC demande si M. Pierrehumbert connaît cette association qui ne semble pas être la seule à proposer du rafting. Elle évoque notamment un club actif au pont de Sierne. Elle se demande si l'on sait combien de personnes sont concernées par cette association.

M. Pierrehumbert répond n'avoir jamais rencontré cette association ou d'autres actives dans le rafting. Il ajoute que la base du pont de Sierne serait complémentaire au projet de cette association, puisqu'il s'agit des points de rentrée et de sortie du fleuve. Il ne sait pas, toutefois, si les locaux administratifs pourraient se trouver au pont de Sierne ; une zone compliquée, car en terrain agricole et dans un périmètre inondable. Il précise que le courrier de 2024 que cette association avait fait parvenir à son service avait été renvoyé à la Ville de Genève.

Un député S évoque la pointe de la jonction et le Canoë Club et demande s'il y a des enjeux à ce propos.

M. Pierrehumbert répond que c'est un projet qui est porté par la Ville de Genève et il déclare que c'est celle-ci qui tranchera. Il ajoute qu'il n'y a pas de volonté de la part de l'office de réduire ces activités nautiques.

Discussion et vote

Un député PLR pense que la situation est claire et qu'il faut soit renvoyer cette pétition à la Ville de Genève, soit la déposer sur le bureau. Il pense que le renvoi de cette pétition à la Ville est préférable, puisque le sujet relève de sa compétence.

Un député S ne pense pas qu'il faille renvoyer cette pétition à la Ville de Genève, puisque sa position est connue. Il proposerait donc de déposer cette pétition sur le bureau. Il rappelle que cette association ne fonctionne plus et n'est pas subventionnée.

La présidente passe au vote du renvoi de la P 2249 à la Ville de Genève :

Oui :	4 (1 LC, 3 PLR)
Non :	8 (3 S, 1 Ve, 1 LJS, 1 MCG, 2 UDC)
Abstentions :	2 (1 MCG, 1 Ve)

Le président évoque la P 2249 et mentionne qu'il est nécessaire de refaire la procédure de vote, puisque les votes n'étaient pas complets, ce qui pourrait avoir un impact sur la catégorie de débats

Le président passe au vote du dépôt de la P 2249 :

Oui :	14 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 LC, 3 PLR, 2 UDC)
Non :	-
Abstentions :	-

La P 2249 est déposée sur le bureau du Grand Conseil à l'unanimité.